

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° AP-2025-45-DREAL
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES A DES INVESTIGATIONS
COMPLÉMENTAIRES DES ENJEUX LIÉS AUX PFAS

Société SOLVAY FRANCE
Communes de Tavaux, Damparis et Abergement-la-Ronce (39500)

Le préfet du JURA

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté du 31 octobre 2024 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les émissions atmosphériques des installations d'incinération, de co-incinération et d'autres traitements thermiques de déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 modifié, codifiant et renforçant les prescriptions applicables à la société Solvay Opérations France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP-2023-48 du 12 juillet 2023 portant prescriptions complémentaires fixant les modalités de suivi et de gestion des PFAS (substances per et polyfluoroalkylées) dans les effluents aqueux ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant en date du 26 mars 2025 établi suite à la visite d'inspection du 28 mars 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 17 mars 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises notamment par courriers électroniques en dates du 18 avril 2025 et du 29 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose que « *L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles [L. 181-3](#) et [L. 181-4](#) à l'occasion de ces modifications, mais*

CONSIDÉRANT que l'exploitant a répondu aux exigences de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral de 2023 susvisés par la réalisation de 6 campagnes d'analyses des PFAS dans ses rejets aqueux ;

CONSIDÉRANT que ces mesures ont mis en évidence une présence notable de PFAS tensioactifs dans les rejets aqueux issus de la régénération de résines échangeuses d'ions utilisées pour la production d'eau déminéralisée au service Energie ; que l'exploitant a justifié que ces PFAS n'étaient pas introduits par ses procédés, mais provenaient de l'eau souterraine utilisée pour la production d'eau déminéralisée ; que ces PFAS, présents sous forme anionique, sont efficacement retenus par les résines, puis relargués lors du nettoyage de régénération à la soude ; que cette pollution n'est donc pas directement imputable à l'exploitant, mais que ses procédés conduisent toutefois à l'obtention d'un flux concentré en PFAS tensioactifs ; qu'il convient, dans ces conditions, que l'exploitant étudie à minima les opportunités de traiter ces flux, plutôt que de les rejeter au milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que le PVDF produit sur le site relève de la définition large des PFAS portée par l'arrêté ministériel de 2023 susvisé, mais présente des caractéristiques sensiblement différentes des tensioactifs perfluorés listés par le même arrêté ministériel ; qu'il convient toutefois de déterminer sa présence dans les rejets aqueux en aval du service PVDF ; que son analyse n'était pas possible dans les conditions d'offre analytique en vigueur au moment de la réalisation des 6 campagnes réalisées en 2023-2024 ; que cette offre s'améliore et permet d'envisager la réalisation d'analyses à minima semi-qualitatives (présence ou non de PVDF parmi les MES), voire semi-quantitatives (taux de présence du PVDF parmi les MES) ; qu'il convient d'améliorer également les connaissances des modes de dégradation du PVDF et d'évaluer le risque de production de produits de dégradation relevant eux-même de la définition de PFAS, afin de mieux cerner les enjeux liés aux éventuels rejets de PVDF via les rejets aqueux du site ;

CONSIDÉRANT que les campagnes d'analyses et investigations réalisées par l'exploitant en application des arrêtés préfectoraux et ministériels de 2023 susvisés ont mis en évidence un risque de contamination d'un intrant, utilisé au service PVDF, par des traces de PFBA et d'autres PFAS ; qu'il convient d'investiguer les ressorts de cette contamination et de surveiller de manière pérenne la capacité de ces contaminants à atteindre le milieu extérieur en intégrant ces paramètres à l'autosurveillance des rejets aqueux du service PVDF ; que les voies de transfert envisagées sont les eaux pluviales du service concerné et ses effluents aqueux ;

CONSIDÉRANT que ce même intrant est synthétisé au sein d'un site d'un fournisseur au droit duquel des rejets d'un mélange d'ADV (congénères du CIPFECA – 2-Chloro-perfluoroethercarboxylate) et l'usage de C604 ont également été mis en avant ; que ces substances relèvent de la définition de PFAS ; qu'il convient de lever le doute quant à la présence de ces contaminants dans cet intrant (par exemple par transfert de pollution de l'eau utilisée sur le site de production du fournisseur) ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de lever le doute quant à une possible contamination du même type des produits à base de PTFE qui peuvent être utilisés au secteur « finishing » du PVDF ;

CONSIDÉRANT qu'il convient que l'exploitant mette en place une veille sur les risques de pollution de ses intrants à risque (notamment ceux à base de polymères fluorés pouvant être synthétisés par émulsion, tels que le PTFE) par des traces de PFAS tensioactifs, et qu'il soit en capacité d'adapter son autosurveillance aux substances pertinentes identifiées lors de cette veille ;

CONSIDÉRANT que certains résultats d'analyses des campagnes de 2023-2024 réalisées par Solvay France et Inovyn France ont relevé la présence de fluorotélomères ou des limites de quantification haute pour des composés de cette famille ; que ces résultats peuvent être révélateurs d'artefacts de mesures, mais que ces composés peuvent également provenir de pollutions issues des émulseurs de mousse incendie, dont la composition en composés fluorés n'est pas précisément connue ; qu'il convient d'approfondir le diagnostic concernant ces composés ;

CONSIDÉRANT que le COMO1 a bien été identifié comme substance PFAS présente dans les process du site et a été analysée au cours des campagnes de 2023-2024, mais que ces analyses n'ont pu être

réalisées qu'avec une limite de quantification sensiblement plus haute que les autres substances ; qu'il n'a pas été quantifié lors de ces campagnes, mais qu'il conviendra, lorsque les capacités analytiques le permettront, de procéder à de nouvelles analyses afin de vérifier l'absence de cette substance dans les rejets aqueux du service PVDF ;

CONSIDÉRANT que l'acide trifluoroacétique (TFA) n'est pas connu comme synthétisé sur le site de Tavaux, mais qu'il est identifié comme produit de dégradation possible des gaz frigorigènes fluorés produits par l'exploitant sur le site ; qu'il convient d'effectuer une levée de doute ciblant ce composé sur les services mettant en œuvre du Fluor : services Fluorés, PVDF et FAE ; que cette levée de doute, pour être complète, doit porter sur les rejets aqueux, mais aussi sur les eaux pluviales (compte tenu du risque de recueil de retombées issues de dégradation de composés gazeux émis à l'atmosphère), et sur les eaux souterraines (compte tenu de la détection de ces produits fluorés dans les eaux souterraines lors des campagnes de 2024) ; que cette levée de doute doit permettre d'établir si ces services sont à l'origine d'une contribution en TFA du fait de leurs procédés, ou si le TFA provient des eaux amont utilisées ;

CONSIDÉRANT que les résultats d'analyse des campagnes 2023-2024 n'ont pas mis en évidence de contribution significative du site aux rejets de PFAS, sous réserve des résultats des analyses complémentaires prescrites au présent arrêté, mais que des présences de PFAS ont toutefois été relevées ; que l'exploitant met en avant, dans plusieurs cas, une origine de ces PFAS intégralement liée à une pollution amont des eaux (souterraines et superficielles) utilisées sur le site ; que cette hypothèse est estimée probable, mais qu'il convient de pouvoir vérifier autant que possible par un exercice de bilan matière de ces composés (entre amont hydraulique et aval hydraulique) que le site n'est pas à l'origine d'une contribution en certains de ces composés ; que, compte tenu des circuits d'eau au sein du site, cet exercice est complexe, mais qu'il a aussi été rendu très difficile par le décalage temporel entre les analyses réalisées par Solvay France (octobre 2023 à mars 2024) et par Inovyn France (juillet à septembre 2023) ; qu'il convient donc que de nouvelles analyses ciblées sur des paramètres identifiés puissent être réalisées par Solvay France de manière coordonnée avec des analyses en amont et aval hydraulique à réaliser par Inovyn France ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a déjà procédé à une surveillance des rejets atmosphériques de l'OHT POF, en application de l'arrêté ministériel de 2024 susvisé, reprenant la méthode analytique OTM 45, mais que depuis lors est paru une méthode analytique plus récente, l'OTM 50, dont les paramètres cibles sont bien plus adaptés aux composés susceptibles d'être émis au rejet de l'OHT POF (composés à chaînes plus courtes, comprenant notamment le CF4 et des fluorométhanés) ;

CONSIDÉRANT que, en complément des levées de doutes priorisées sur les rejets de l'OHT POF, il convient d'effectuer également une levée de doute sur les **rejets atmosphériques du service PVDF** qui ne sont pas traités par l'OHT POF, notamment lors de la production de grades de PVDF comprenant du COMO1 ;

CONSIDÉRANT que les résultats des campagnes 2023-2024, menées sur les eaux souterraines, semblent mettre en évidence une pollution ponctuelle en composés produits par le service Fluorés (notamment 365mfc) et pouvant correspondre à l'impact sur les sols de travaux liés à la cessation de production du 365 mfc ; que cet épisode est révélateur du risque, sur ce site, que la démolition d'une surface étanche (bâtiment, dalle, voie de circulation, cuvette de rétention...) puisse mettre à nu des sols contenant des pollutions historiques, et que cette mise à nu, en exposant ces pollutions des sols aux eaux pluviales, ne provoque un impact de la pollution sur les eaux souterraines ; qu'un tel risque peut être facilement prévenu par une analyse préalable des sols et l'application de mesures de prévention le cas échéant ;

CONSIDÉRANT qu'un résultat ponctuel en sortie de la STEP BIO (point N809 vers contre-fossé) a montré une concentration importante et inexpiquée en PFHxA, tandis que tous les autres résultats à ce même point n'ont pas quantifié ce paramètre ; que ce résultat a lui seul impacte fortement le positionnement du site parmi les plus importants émetteurs, au niveau national, de PFAS ; qu'il convient de lever le doute quant à un potentiel artefact de mesure, en prescrivant au site une nouvelle

campagne sur ce point dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel et l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la configuration spécifique du site implique la réalisation de mesures spécifiques aux paramètres de Inovyn France via des ouvrages exploités par Solvay France, et qu'il convient que ces mesures soient pleinement permises par des accords explicites entre les deux exploitants dans le cadre de la gouvernance commune ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du Jura ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER}

La société SOLVAY FRANCE, exploitant plusieurs installations sises au 2 Avenue de la République – 39500 TAVAUX, est tenue de respecter, pour son établissement de Tavaux, les disposition des articles suivants.

ARTICLE 2 - INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

2.1 Investigations complémentaires des rejets aqueux

a. Campagnes complémentaires aux campagnes réalisées en 2023 et 2024

L'exploitant fait réaliser 6 campagnes de prélèvements et d'analyses suivantes aux rejets aqueux, suivant les modalités suivantes :

Point de prélèvement	Paramètres et méthode de mesure associée	Précautions spécifiques
<ul style="list-style-type: none">- effluent sortie STEP BIO vers CF (N809)- effluent OHT-POF vers I043 (I742)- rejet Service Fluorés vers bassins de décantation Inovyn (I043)- Eaux pluviales Fluorés- effluent PVDF vers digues (G049)- effluent PVDF vers BIO PT6 (D061)- eaux pluviales PVDF*- service FAE -Rejet global- points représentatifs des eaux amonts utilisées aux services Fluorés, PVDF et FAE à chaque campagne (y compris lait de chaux)	Acide TriFluoroAcétique (TFA)	
<ul style="list-style-type: none">- effluent PVDF vers digues (G049)- effluent PVDF vers BIO PT6 (D061)- eaux pluviales PVDF*	Ensemble des 28 paramètres listés à l'articles 3 de l'arrêté	Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'utilisation de produits à base de

- points représentatifs des eaux amonts utilisées au service PVDF à chaque campagne (y compris lait de chaux)	ministériel du 20 juin 2023 susvisé	fluoropolymères au finishing du PVDF.
<ul style="list-style-type: none"> - effluent sortie STEP BIO vers CF (N809) - effluent OHT-POF vers I043 (I742) - effluent PVDF vers digues (G049) - effluent PVDF vers BIO PT6 (D061) - eaux pluviales PVDF* - points représentatifs des eaux amonts utilisées aux services Fluorés, PVDF et FAE à chaque campagne (y compris lait de chaux) - piézomètre ST08 - piézomètres au droit du service Fluorés (F002, F004, F009, F010, F012, F014, F015, F023, F024) 	Fluorotélomères (a minima 6 :2 FTS, 6 :2 FTOH, 6:2 FTAB, et 6:2 FTUCA)	<p>Mentionner la date des éventuels exercices incendie avec usage d'émulseurs à proximité ayant pu impacter les sols au cours des mois précédents.</p> <p>Dans la mesure du possible, a minima une des campagnes doit cibler, au service PVDF, l'analyse d'eaux recueillant des eaux issues d'un exercice d'extinction automatique d'incendie avec usage d'émulseur fluoré.</p>
- Effluent sortie STEP BIO vers CF (N809)	Ensemble des 28 paramètres listés à l'articles 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé	<p>Tant que possibles, les échantillons seront représentatifs des conditions de fabrication des grades avec et sans COMO1.</p> <p>Mentionner les éventuels exercices incendie avec usage d'émulseurs à proximité ayant pu impacter les sols au cours des mois précédents.</p>

* Par exception, les échantillons d'eaux pluviales peuvent être prélevés par du personnel interne compétent, lorsqu'une difficulté à obtenir des disponibilités de préleveurs accrédités en fonction des conditions météorologiques est avérée et justifiée.

A défaut de prestataire externe agréé, les mesures de TFA peuvent être réalisés par un prestataire externe non agréé. Dans ce dernier cas, ce prestataire doit être choisi en accord avec Inovyn France et également retenu par ce dernier pour ses propres mesures de ce paramètre.

La fréquence des campagnes est échelonnée et adaptée afin de permettre :

- leur synchronisation avec les campagnes portant sur les mêmes paramètres prescrites par ailleurs à Inovyn France,
- des éventuelles adaptations du programme de prélèvement et d'analyse de la campagne N en fonction des résultats de la campagne N+1.

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes de mesures ainsi qu'une copie des rapports d'essais complets à l'inspection des installations classées, au plus tard :

- 18 mois après la date de notification du présent arrêté pour le TFA;
- 12 mois après la date de notification du présent arrêté pour les autres paramètres.

En complément des investigations qu'il a réalisées en 2025, l'exploitant effectue des analyses des éventuelles traces d'ADV et de C604 dans le COMO1 et dans des eaux mises en contact avec le COMO1.

L'exploitant recherche les causes des contaminations-traces en PFAS relevées, et étudie les risques d'atteinte du milieu naturel par ces contaminations à travers les rejets aqueux ou atmosphériques du PVDF.

L'exploitant transmet les résultats de ses recherches à l'inspection des installations classées, au plus tard 12 mois après la date de notification du présent arrêté.

Tant que le COMO1 est utilisé dans la synthèse de certains grades de PVDF du site, l'exploitant procède à une veille régulière des améliorations de la Limite de Quantification (LQ) du COMO1 dans les rejets aqueux. Si cette LQ devient inférieure ou égale à 100 ng/L, l'exploitant procède dans les meilleurs délais 3 nouvelles mesures mensuelles sur les points de prélèvements en eaux souterraines et rejets aqueux (y compris eaux pluviales) du service PVDF et de l'OHT POF du service Fluorés.

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes de mesures ainsi qu'une copie des rapports d'essais complets à l'inspection des installations classées, au plus tard 2 mois après réception du dernier rapport d'essais.

c. PVDF

L'exploitant effectue une ou plusieurs campagnes de mesures représentatives, visant à déterminer le taux d'abattement du PVDF associé aux différents équipements de traitement des effluents aqueux du service PVDF (issus des points D061 et G049), et ce jusqu'au rejet en sortie de l'étang de l'Aillon compris.

A chacun des points de mesure, l'exploitant procède à une analyse des MEST et de la part de PVDF contenue dans ces MEST.

Les résultats de ces campagnes, accompagnés d'une proposition de modalités d'autosurveillance du PVDF dans ces effluents, sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 7 mois après la date de notification du présent arrêté.

2.2 Investigations complémentaires des rejets atmosphériques

a. Rejets de l'OHT POF

L'exploitant fait réaliser, une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article au point de rejet atmosphérique de l'oxydateur haute température des produits organo-fluorés (OHT POF).

Cette campagne porte sur :

1° Le prélèvement et l'analyse sur les substances PFAS listées à l'OTM 50, et a minima les suivantes : CF₄, fluorométhane, difluorométhane, trifluorométhane, pentafluoroéthane, hexafluoroéthane, hexafluoropropène, hexafluoropropène oxyde, 1,1,1,2-Tétrafluoroéthane (HFC-134a), 1,1,1-Trifluoroéthane (HFC-143a). Si l'analyse du TFA est rendue possible la mesure porte également sur ce paramètre.

2° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de référence de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V à l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé.

Les prélèvements des substances mentionnées au 1° du présent article sont réalisés par des laboratoires ou organismes de prélèvement accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-50 et disposant des agréments 3a, 5a, 6a, 7 ou 9a tels que décrits dans l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé.

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives du traitement par l'OHT POF d'effluents contenant du 143a, et d'effluents gazeux issus du service PVDF (tant que possible correspondant à la production de grades comportant du COMO1).

Les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les prélèvements sont consignées dans le rapport d'essais.

Les analyses de ces substances sont réalisées par des laboratoires d'analyse accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) selon la méthode OTM-50 ou une méthode interne adaptée de la méthode OTM-45. Ces analyses sont réalisées dans des conditions techniques permettant leur quantification à des valeurs les plus basses possibles.

L'exploitant transmet les résultats commentés de la campagne de mesures ainsi qu'une copie du rapport d'essais complet à l'inspection des installations classées, au plus tard 7 mois après la date de notification du présent arrêté.

Il y joint les résultats de mesure en continu du HF pendant la période de prélèvement, ainsi que les données utiles à l'interprétation des résultats (notamment la nature des intrants traités pendant les prélèvements et leur contribution potentielle, y compris par recombinaison, aux rejets de PFAS identifiés).

b. Rejets du service PVDF

Les dégazages du circuit de récupération de monomères du PVDF sont raccordés à l'OHT POF.

L'exploitant fait réaliser les campagnes de prélèvements et d'analyses suivantes aux rejets atmosphériques du service PVDF :

Point de prélèvement	Paramètres et méthode de mesure associée	Précautions spécifiques
Rejet d'a minima un sécheur du PVDF	- PFBA (OTM 45) - HFP (OTM 50)	Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de la fabrication de grade COMO1
Aspirations du secteur finishing (séchage de granulés après mélange avec des produits à base de PTFE)	Ensemble des paramètres PFAS de l'OTM 45	Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'utilisation de produits à base de PTFE au finishing

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes de mesures ainsi qu'une copie des rapports d'essais complets à l'inspection des installations classées, au plus tard 7 mois après la date de notification du présent arrêté.

c. Mesures à l'immission

L'exploitant propose, sur la base des résultats obtenus en application des points a. et b. précédents, la mise en place de mesures à l'immission des paramètres quantifiés aux rejets atmosphériques.

2.3 Connaissance des enjeux indirects

L'exploitant constitue un état des connaissances concernant les modes de dispersion, de dégradation et de persistance (dans les sols, air, eaux superficielles et souterraines) du PVDF, du VF2, du COMO1, et du 143a. Cet état comprend notamment les sources et données justifiant le caractère "non PBT" (Persistant, Bioaccumulable et Toxique) du COMO1, inscrit dans sa Fiche de Donnée de Sécurité.

Cet état des connaissances est transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard 12 mois après la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 - ETUDE DES MOYENS DE GESTION DES FLUX ISSUS DE LA RÉGÉNÉRATION DE RÉSINES

L'exploitant établit une étude technico-économique (ETE) des moyens de traiter les flux aqueux de la régénération des résines échanges d'ions lors de la production d'eau déminéralisée au service Energie, concentrant des PFAS issus d'une pollution amont des eaux souterraines.

Cette étude porte notamment sur la possibilité de ne traiter que les principaux flux vecteurs des PFAS, par exemple les flux de balayage à la soude ayant lessivé préférentiellement les anions captés par les résines échangeuses d'ions.

L'exploitant établit la liste des étapes de réalisation de l'étude et transmet le calendrier prévisionnel de réalisation à l'inspection des installations classées sous 3 mois suivant la notification du présent arrêté; il transmet et présente les résultats de ses démarches au cours de points d'étapes, notamment :

- résultats d'analyse des différents flux et choix des flux à traiter,
- choix des solutions retenues et exclues sur des critères de faisabilité techniques,
- protocoles d'essais in situ.

Les résultats finalisés de cette étude sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés du positionnement de l'exploitant, dans un délai maximal de 2 ans suivant la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 - ABROGATIONS

- Les dispositions du titre 2, Chapitre 1 « *prévention de la pollution de l'eau – Consommations d'eau – dispositions techniques applicables à la station de traitement physico-chimique et biologique (Station « BIO »)* » de l'arrêté préfectoral modifié n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 sont **abrogées** et **remplacées** par celles figurant en annexe 1 du présent arrêté.

- Les dispositions du titre E31 « *dispositions particulières applicables aux installations de fabrication du PVDF – UNITÉ 1* » de l'arrêté préfectoral modifié n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 sont **abrogées** et **remplacées** par celles figurant en annexe 1 du présent arrêté.

- Les dispositions du titre E32 « *dispositions particulières applicables aux installations de fabrication du PVDF – UNITÉ 2* » de l'arrêté préfectoral modifié n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 sont **abrogées** et **remplacées** par celles figurant en annexe 1 du présent arrêté.

- Les dispositions du titre 1 « *conditions générales applicables à l'établissement* » de l'arrêté préfectoral modifié n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 sont **abrogées** et **remplacées** par celles figurant en annexe 1 du présent arrêté.

- Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°AP-2023-48 du 12 juillet 2023 portant prescriptions complémentaires fixant les modalités de suivi et de gestion des PFAS (substances par et

polyfluoroalkylées) dans les effluents aqueux sont **abrogées** et **remplacées** par les dispositions suivantes :

« L'exploitant réalise une analyse historique et documentaire du site, dont l'objectif est d'identifier les zones susceptibles d'avoir été ou d'être exposées aux PFAS issues des activités de la société Solvay France et de déterminer leur nature et quantité (en ordre de grandeur).

À partir de sa connaissance historique et documentaire des installations et des procédés, des résultats de mesures disponibles dans l'eau suite aux diverses mesures prescrites à l'exploitant et à Inovyn France, ces deux sociétés établissent un bilan-matière des principales substances quantifiées lors des analyses, afin d'identifier toute éventuelle contribution du site.

L'exploitant coordonne autant que nécessaire la réalisation des prélèvements relevant de sa responsabilité avec ceux relevant de la responsabilité d'Inovyn France, afin d'obtenir des données de temporalité pertinentes, de limites de quantification et de paramètres cohérents, permettant in fine une comparaison entre amont hydraulique du site, points intermédiaires du site et aval hydraulique du site.

Ce bilan porte a minima sur le PFBA, les fluorotélomère quantifiés et le TFA.

Ce bilan est transmis à l'Inspection des installations classées au plus tard le 31 mars 2026. »

ARTICLE 5 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société SOLVAY FRANCE.

ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION ET COPIES

Le Secrétaire Général de la Préfecture du JURA, Monsieur le Sous-Préfet de DOLE, le Maire d'ABERGEMENT-LA-RONCE, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à :

- Conseils municipaux d'ABERGEMENT-LA-RONCE, DAMPARIS et TAVAUUX;
- Sous-Préfet de DOLE ;
- Directeur Départemental des Territoires du Jura ;
- Directeur Départemental des Territoires de la Côte d'Or ;
- Directeur Départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;
- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne - Franche-Comté à Besançon ;
- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne Rhône-Alpes/UD Villeurbanne.

Fait à Lons le Saunier, le 21 JUIL. 2025



Pierre-Edouard COLLIEX